

# INITIATIVES CAPTIVES : DÉVELOPPEMENT LOCAL OU INVISIBILITÉ MIGRATOIRE ?

## LA MIGRATION DE DESCENDANTS DE CAPTIFS TOUAREGS DE LA ZONE DE BANKILARÉ (NIGER) VERS ABIDJAN

Florence BOYER\*

*Le couple migration et développement est envisagé le plus souvent selon des aspects économiques ; pourtant il mobilise, met en jeu également et peut-être surtout des aspects sociaux, culturels et politiques. Ainsi l'expérience migratoire, en tant qu'expérience de l'ailleurs, peut constituer un levier puissant en termes de dynamiques sociales et politiques.*

Construire le couple migration et développement renvoie souvent à deux conceptions que l'on retrouve en particulier dans les directives des institutions internationales (OIM, ONU...) : d'une part, mettre en place des politiques de développement dans les pays de départ serait un moyen de freiner, voire d'éliminer la migration. D'autre part, soutenir les projets de développement initiés par les migrants serait également un moyen de limiter les nouveaux départs. Ces principes reposent donc sur un postulat selon lequel l'amélioration des conditions de vie serait la condition sine qua non pour endiguer la migration internationale. Cette perspective est à bien des égards critiquables, comme nous le verrons par la suite, dans la mesure où elle suppose que l'aspect économique est prégnant pour ce qui est des motivations de départ : aspects sociaux, culturels, politiques sont laissés de côté. De la même manière si l'on s'intéresse à la définition de la notion de développement en se fondant sur les politiques passées et contemporaines, ce sont les aspects économiques qui dominent : « Le "développement" est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence [...] qui, pour assurer la reproduction sociale [...] obligent à transformer et à détruire,

---

\* Doctorante, laboratoire MIGRINTER, CNRS UMR 6588, Université de Poitiers ; ATER, UFR de Géographie, Université de Strasbourg. [florence.boyer@mshs.univ-poitiers.fr](mailto:florence.boyer@mshs.univ-poitiers.fr)

de façon généralisée, le milieu naturel [...] et les rapports sociaux [...] en vue d'une production croissante [...] de marchandises (biens et services) [...] destinées, à travers l'échange à la demande solvable»<sup>1</sup>. Ainsi selon cette définition critique, le développement viserait à l'entrée d'espaces et de sociétés dans l'économie marchande de type capitaliste. Dans une perspective critique nous analyserons ce couple migration / développement en observant les stratégies d'acteurs, migrants ou non-migrants, afin de mettre en évidence les initiatives locales, initiatives qui sont soit indépendantes des institutions du développement, soit qui se jouent d'elles.

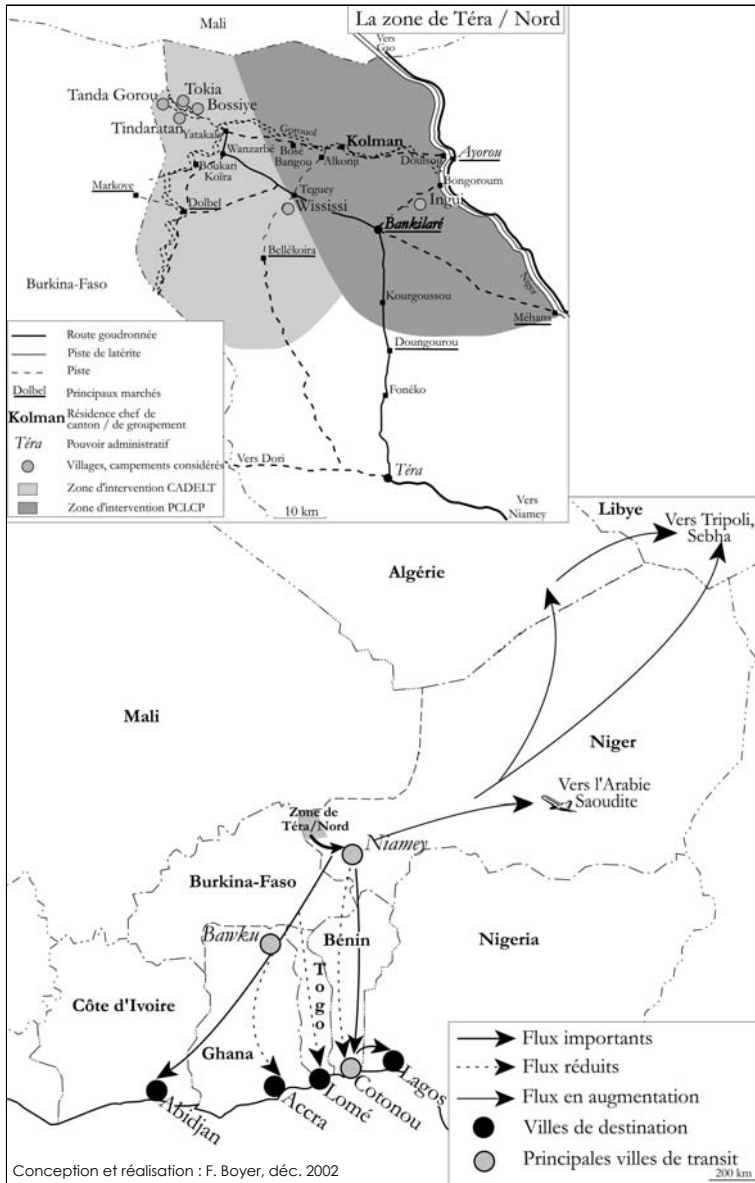
Située au sud-ouest du Niger, la zone de Bankilaré est marquée, depuis fort longtemps, par la migration internationale, les mouvements se dirigeant essentiellement vers les grandes villes de la côte du Golfe de Guinée (Abidjan, Cotonou, Lagos...). Mentionnée depuis les années 1920, cette migration concerne aussi bien les populations songhaï que les populations touarègues, même si les premières ont été les précurseurs en la matière. La zone de Bankilaré ou *canton du Gorouol* selon les appellations en vigueur localement est occupée par des populations touarègues et des populations songhaï. Auparavant nomades ou semi-nomades, les premières sont aujourd'hui sédentarisées ; elles pratiquent la culture du mil sous pluie, la culture du niébé en décreu lorsque les conditions écologiques le permettent et l'élevage bovin, caprin, ovin, plus rarement l'élevage camelin. Par ailleurs, une autre caractéristique de la société touarègue de cette zone est la survivance plus ou moins prégnante selon les campements de l'esclavage. Dans cette zone, la société touarègue s'organise selon un système de classes endogames et fondées sur le principe de domination ; au sommet, les *imajeghen* (nobles) parmi lesquels le chef de tribu est choisi. Puis les *imrad* (vassaux), hommes libres placés sous la protection des premiers ; ensuite viennent les *iklan* qui sont sous la dépendance des *imajeghen* ; selon l'histoire de chaque tribu, selon la personnalité du chef, le rapport de domination est plus ou moins fort. Également les *idrifan*, affranchis restant sous la protection des *imajeghen*. *Iklan* et *idrifan* sont les seuls à pratiquer la migration vers les villes de la côte : ce sont également les plus nombreux, puisque l'on estime qu'ils représentent 98 % de la population touarègue de la zone de Bankilaré.

Les mouvements vers la côte Atlantique prennent la forme de migration temporaire de travail ; si dans des cas de plus en plus rares, elles renvoient toujours au schéma classique des migrations saisonnières

---

<sup>1</sup> RIST Gilbert, 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 426 p.

### Les migrations internationales dans la zone de Téra / Nord



(départ pendant la saison sèche, retour en début de saison des pluies avant un nouveau départ à la fin des récoltes), les séjours en migration ont tendance à s'allonger, 1 an à 18 mois en moyenne alors que dans le même temps les revenus de la migration baissent. Pourtant cette migration reste très largement massive : en effet, dans certains campements, 100 % des hommes entre 18 et 35 ans peuvent être absents en même temps ; généralement le taux d'absentéisme de saison sèche varie entre 85 et 90 %.

Malgré leur ancienneté et leur caractère massif, ces mouvements se font discrets dans les villages et les campements concernés ; peu ou pas de signes ostentatoires, pas de différence entre migrants et non-migrants en termes d'habitat, d'habitudes alimentaires, aucune organisation particulière des migrants, aucun investissement individuel ou collectif au niveau local de la part de ces migrants. Si cet état de fait est à mettre en relation avec la faiblesse des revenus de la migration, ce facteur économique ne peut constituer le seul facteur explicatif : quels sont alors les autres facteurs sociaux ou culturels ? Pourquoi la migration « se limite » à assurer la pérennité du système de production actuel ?

Afin de répondre à ce premier questionnement, il est nécessaire de prendre en compte les autres acteurs en présence, que ce soient les non-migrants (les personnes âgées et les femmes) et les acteurs des projets de développement intervenant dans cette zone. Ces projets sont au nombre de deux, le Programme Cadre de Lutte contre la Pauvreté (financé par le PNUD) et la CADELTA (Programme Développement local de Tillabéri) ; quelles sont les politiques et actions mises en œuvre par ces différentes structures institutionnelles ? Comment se combinent-elles avec la pratique massive de la migration internationale ?

Ainsi la migration internationale constitue-t-elle une force d'inertie au niveau tant économique que social, contribuant à expliquer son invisibilité ? Ou bien cette invisibilité n'est-elle pas le support, le relais « d'initiatives captives » ? Comment le système interactionnel – migrants, non-migrants, acteurs institutionnels du développement – fonctionne-t-il participant de l'émergence d'une *parole politique* ?

Afin de répondre à ce questionnement, nous nous fonderons sur deux exemples spécifiques : la mare de Yumban et celle d'Ingui. Ces deux mares (la première étant temporaire et la seconde permanente) ont la particularité d'offrir des possibilités agricoles originales à savoir les cultures de niébé en contre-saison. Par ailleurs, au bord de la mare de Yumban on retrouve aussi bien des populations touarègues que des populations songhaï, alors que la mare d'Ingui est exclusivement

touarègue. Nous nous sommes essentiellement centré sur la parole des migrants tant au niveau des motivations de la migration qu'au niveau des impacts réels ou envisageables de celle-ci. Le point de vue des acteurs institutionnels du développement a été recueilli à la fois auprès des responsables de projet et auprès des animateurs. Enfin des discussions plus informelles nous ont permis d'avoir l'avis des non-migrants, en particulier des femmes.

## **MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT : LE PARTAGE DES TÂCHES**

Un premier angle d'approche permettant de comprendre comment se nouent les interrelations entre migrants et non-migrants est l'analyse du système de production au niveau local, à l'échelle du campement ou du village, sachant que ces interrelations ont vu apparaître depuis 1998 un nouvel acteur, les agents du développement. Alors comment ces différents acteurs se partagent-ils les tâches ? Quelles sont les interactions entre les différents niveaux d'intervention ?

### **La migration dans le système de production**

Dans la mesure où la migration temporaire est très ancienne, puisqu'elle renvoie dans certains cas aux années 1920, nous pourrions supposer qu'elle a contribué à des changements profonds dans le système de production. Or apparemment il n'en est rien. En effet, pour ce qui est des populations touarègues, la sédentarisation progressive depuis les années 1950 (et définitive aujourd'hui), la perte des troupeaux est à imputer essentiellement aux différentes sécheresses des années 1970 et 1980 ainsi qu'à la mise en place et à la rigidification des frontières étatiques.

Aujourd'hui les apports sont bien sûr variables selon la destination des migrants, selon le temps passé à l'étranger. Ainsi nous distinguerons les apports incontournables, c'est-à-dire ceux sans lesquels il n'est pas possible de rentrer, des apports aléatoires, c'est-à-dire ceux qui augmentent le prestige des migrants. Les apports incontournables concernent surtout les produits que l'on ne trouve que difficilement en brousse à savoir les habits pour l'ensemble de la famille ; à cela s'ajoutent du thé et du sucre, un sac de riz de 25 kg et une somme en liquide de 50 000 francs CFA en moyenne. Ainsi ces apports s'inscrivent dans une perspective à très court terme, visant plus à combler des manques qu'à innover ou améliorer durablement les conditions de vie en brousse. Les apports aléatoires concernent la somme d'argent ; plus que du temps passé en migration, elle dépend essentiellement de la destination. En effet, la somme maximum qu'un migrant puisse ramener de la côte est de 500 000 francs CFA ; par

contre pour ce qui est des migrations vers la Libye et La Mecque, destinations qui concernent quasi exclusivement les populations songhaï et touarègue de la mare de Yumban, les sommes peuvent atteindre un à deux milliards de francs CFA. Ces apports aléatoires s'inscrivent quant à eux dans une perspective à plus long terme ; en effet, cet argent sert à apporter un complément céréalier les années de disette et surtout il est investi dans l'achat de troupeaux, en particulier de bovins. Les animaux constituent une forme d'épargne classique, pouvant être facilement vendus en cas de problèmes alimentaires graves en particulier. Par ailleurs, au-delà de ce simple aspect économique, la possession d'un troupeau est le principal facteur de prestige pour l'individu, aspect social et culturel sur lequel nous reviendrons en abordant le statut des migrants dans leur société.

Sur le long terme, il semble que la migration a contribué à la pérennité du système de production villageois, ainsi qu'au rapprochement entre le système de production songhaï et le système de production touareg. En effet, que ce soit autour de la mare de Yumban ou de celle d'Ingui, que ce soit dans les villages songhaï ou dans les campements touaregs, la culture fondamentale est celle du mil, céréale vivrière, cultivée pendant la saison des pluies et consommée tout au long de l'année. À cela il faut ajouter une culture de décrue celle du niébé, très importante et ancienne autour de la mare de Yumban. Consommé en partie et vendu pour l'autre partie, ce niébé permet de se procurer un peu de monnaie pour acheter thé, sucre et condiments. Dans les villages songhaï, cependant, on trouve des *jardins de case* cultivés par les femmes et ensemencés en condiments, originalité qui découle des habitudes alimentaires. Dans les deux cas, les troupeaux sont présents, puisqu'ils représentent pour tous le seul système d'épargne possible. Pour ce qui est des populations touarègues, la migration a permis de reconstituer en partie les troupeaux perdus lors des sécheresses<sup>2</sup> ; toutefois, ils ont changé de mains passant de la noblesse aux captifs, ces derniers étant les seuls à pratiquer la migration. L'augmentation, toute relative, du nombre de têtes dans les villages songhaï est quant à elle une conséquence directe de la migration.

Ainsi, globalement la migration semble tendre à la pérennité du système de production. Son objectif principal est peut-être de rapporter en brousse les produits issus d'une économie monétaire. En effet, le système de production villageois est très proche de

---

<sup>2</sup> Ces différents constats sont issus d'entretiens avec les personnes les plus âgées. Il n'est pas possible de donner d'estimation chiffrée de ces troupeaux, en l'absence de données anciennes comme récentes.

l'autosubsistance ; si échange marchand il y a, par exemple la vente de quelques mesures de mil, c'est pour acheter du riz, ces denrées pouvant même être simplement échangées. Peu ou pas d'argent circule en brousse dans la mesure où il est impossible de dégager un surplus commercialisable au niveau des cultures. Cet objectif donné à la migration contribue à la rendre discrète ; en effet, elle ne vient pas perturber le système de production, elle s'y insère comme un complément indispensable, apport de l'économie marchande à l'économie villageoise.

Cependant, précédemment nous avons signalé que les durées en migration ont tendance à s'allonger, 1 an à 18 mois en moyenne. Ainsi, au cours de la saison des pluies, saison à laquelle ont lieu les travaux des champs les bras valides sont absents, phénomène qui se retrouve dans les propos des femmes :

*« L'exode<sup>3</sup> est une conséquence de la famine, et l'absence des hommes est une conséquence de cet exode. S'il y avait assez de mil, l'exode pourrait être réduit, et les hommes seraient là pour travailler »* (Campement d'Ezak, mare d'Ingui, 2002).

Ainsi une sorte de cercle vicieux semble condamner le système de production villageois : les départs sont obligatoires pour alléger le grenier comme pour ramener de l'argent ; mais en l'absence de bras valides nombre de femmes ou d'hommes âgés sont contraints de réduire les surfaces ensemencées en mil : les populations sont en quelque sorte placées dans une spirale de la disette.

Les raisons de cette situation ne sont pas à imputer au seul fait économique, des aspects sociaux, culturels et politiques, sur lesquels nous reviendrons, en particulier chez les Touaregs y contribuent. Auparavant il est nécessaire d'analyser le jeu d'un troisième acteur : les intervenants du développement. En effet, deux projets sont en cours actuellement dans cette zone, l'un financé par le PNUD l'autre par la coopération suisse.

### **Les projets institutionnels de développement : ignorer la migration pour combattre la pauvreté ?**

En place depuis 1998 pour ce qui est de la coopération suisse, depuis 2000 pour ce qui est du PNUD, ces projets émanent des grandes institutions internationales ; malgré un affichage axé sur la participation active des populations à l'élaboration et à la mise en place

---

<sup>3</sup> Exode est le terme utilisé localement pour qualifier la migration internationale.

des actions, les orientations sont décidées à Niamey, voire au niveau international (d'où ce qualificatif d'institutionnel).

Par exemple pour ce qui de la CADEL (Programme Développement local de Tillabéri, coopération suisse), les objectifs sont de « faciliter la création de richesses, renforcer l'empowerment, rééquilibrer les rapports de forces entre les habitants du Gorouol », la stratégie étant de s'appuyer « sur un partenariat centré sur des structures communautaires et communales », contribuer à « l'installation des structures communautaires de bases » et « amorcer, par la formation de compétences endogènes, une stratégie de retrait de façon à devenir un acteur de second plan au service d'une dynamique locale indépendante »<sup>4</sup>. Le PNUD, dans le cadre du Programme Cadre de Lutte contre la Pauvreté (PCLCP) vise quant à lui à assurer la « lutte contre la pauvreté, la préservation de l'environnement, la promotion de l'initiative privée, des micro-entreprises et de l'emploi, le renforcement des capacités de gestion de l'économie et la promotion d'une bonne gouvernance »<sup>5</sup>. Que signifient concrètement ces énoncés techniques ?

Au niveau des villages, les deux projets tentent de développer les AGR (Activité Génératrice de Revenus), notamment par le biais d'associations de femmes ; ces activités sont du petit commerce ou de l'embouche. Par ailleurs, dans certains villages, ils ont participé au financement de forages, de banque céréalière<sup>6</sup>... Une organisation intermédiaire, réunissant des représentants des différentes associations villageoises, a été mise en place afin de préparer la décentralisation (création de communes notamment) demandée par les instances internationales.

L'objectif n'est pas de juger les différentes actions mises en place, même si on peut constater que l'objectif premier, la sécurité alimentaire, reste un échec, mais plutôt de cerner les interactions entre ces acteurs et les migrants. Est-ce que la migration, et donc l'absence d'une part importante de la population, sont prises en compte ? Aux dires des migrants, le développement est une affaire de femmes et

---

<sup>4</sup> PNUD, 2003, *La coopération PNUD-Niger en l'an 2000, Le cadre de coopération 1999-2001*. [http://www.Pnud.ne/pnudfr/prgm/coop\\_ner.html](http://www.Pnud.ne/pnudfr/prgm/coop_ner.html)

<sup>5</sup> Programme Développement local de Tillabéri, 2003. <http://www.ddc-niger.ch/tidl.html>

<sup>6</sup> À la fin de la récolte, lorsque le mil est peu cher, on demande aux villageois de se cotiser pour en acheter en grande quantité. Stocké dans la banque céréalière, le mil sera revendu à prix réduit lors de la soudure. Le bénéfice dégagé permet de réapprovisionner ensuite le stock.



de vieux ; aux dires d'un responsable du PNUD, « la mobilité est un facteur limitant pour les projets » (Bankilaré, 2001).

L'essentiel des actions menées par ces acteurs du développement se fait en direction des femmes, en particulier pour ce qui est des AGR, de la gestion des banques céréalières. Comme explication, est avancé le fait que les femmes sont de meilleures gestionnaires que les hommes, qu'elles pratiquent une épargne plus rigoureuse et qu'elles ne risquent pas d'utiliser les sommes prêtées par le projet pour partir en migration. Si ces arguments sont vérifiables dans bien des cas, il n'en reste pas moins que cette politique d'AGR et d'épargne féminine se retrouve dans l'ensemble des projets institutionnels menés en Afrique de l'Ouest, et au-delà. Face à cette situation, les migrants affirment alors que :

*« les projets sont pour les femmes ; nous ils veulent pas savoir nos problèmes. [...] On ne sait pas vraiment ce qu'ils font parce qu'on va pas le demander aux femmes » (Campement d'Ingui, 2001).*

Ces propos tenus par un migrant touareg reflètent l'ambiguïté de leur position face à ces projets. Dans la mesure où un homme ne peut se permettre d'assister même de loin à une réunion exclusivement féminine, au risque de perdre son honneur, dans la mesure où pour la même raison il ne peut s'immiscer dans les affaires de son épouse ou de sa mère, les migrants ignorent tout des actions de développement, comme des mécanismes de fonctionnement de ces projets. Ayant le sentiment d'être mis à l'écart, il arrive qu'ils refusent de participer aux travaux collectifs initiés par les projets ; par exemple, dans le campement d'Ingui, lors de la construction de la banque céréalière, les migrants présents ont refusé de travailler à la fabrication et à la pose des briques. Face à cette attitude les acteurs de projet répondent : « avec les migrants, on ne peut rien faire. Ils ne pensent qu'à partir, à mener une belle vie en ville. Ils abandonnent ici leur femme et encore ils ne ramènent rien » (Bankilaré, 2001). Acteurs des projets et migrants ne se rencontrent pas au sens chacun reste que ce qu'il perçoit de l'autre : aucun dialogue n'est mis en place. Pourtant qu'elle se limite aux apports incontournables ou qu'elle rapporte plus, la migration reste un élément essentiel du système de production villageois. Cependant cette pratique des allers-retours ne peut entrer dans une perspective d'actions à long terme, perspective critiquée par ces migrants qui considèrent que l'impact des projets est lent à venir.

Cependant, pour ce qui est de la société touarègue, il est un domaine où actions de développement et migration se recoupent. Précédemment, nous avons signalé la mise en place d'organisations intermédiaires en relation notamment avec la décentralisation en

cours. Or les membres de ces organisations sont des femmes, mais essentiellement des femmes descendantes de captifs ; quant aux hommes qui y participent, même s'ils sont âgés, ce sont aussi pour la plupart des descendants de captifs. Ainsi les membres du bureau de l'organisation intermédiaire de Bankilaré (devenue ONG en 2002) sont tous des descendants de captifs. Pour la première fois ces derniers disposent non seulement d'une instance de paroles mais aussi d'une instance décisionnelle (même si sa marge de manœuvre reste réduite). Tout en restant spectateurs de l'initiative, les migrants participent à ce qui semble être l'émergence du politique dans cette classe sociale et ce à partir de leur expérience de la ville. Alors en quoi la migration, malgré son invisibilité, malgré les critiques dont elle est l'objet, constitue un des leviers dans la construction d'un discours politique au niveau local ?

### **ÊTRE INVISIBLE : LE SECRET MIGRATOIRE OU COMMENT PRENDRE LA PAROLE ?**

Invisible au niveau local, la migration temporaire reste un phénomène fondamental affectant directement ou non l'ensemble du groupe social. Si elle ne *produit pas du développement*, développement compris ici dans le sens de la définition critique donnée en introduction, la migration participe à la construction de dynamiques, de processus sociaux, dont les initiateurs sont les migrants eux-mêmes. Quels sont-ils ? Quels sont leurs impacts au niveau local ?

#### **Premières initiatives captives : poursuivre les voyages**

En revenant sur les motivations qui président aux départs en migration et en particulier à la succession des départs au long de la vie active d'un individu, il est possible de préciser le rôle de ces voyages au-delà des aspects strictement économiques. En effet, si *tamāghatirt* est l'explication commune à tous, il est des motivations spécifiques aux migrants, motivations qui se construisent au fil de la pratique migratoire.

*Tamāghatirt* exprime en tamasheq l'idée de gêne, d'embarras renvoyant ainsi à la pauvreté, au manque. Cependant, il est intéressant de constater que ce terme est utilisé seulement devant les acteurs des projets ; en leur absence, les populations expriment les motivations aux départs en des termes plus précis déjà évoqués, à savoir la recherche d'habits, de monnaie et l'allègement du grenier. Il est probable que le discours concernant les objectifs des projets a un caractère performatif : « lutter contre la pauvreté » rend en quelque sorte les populations pauvres. Dans tous les cas, la migration est exprimée dans

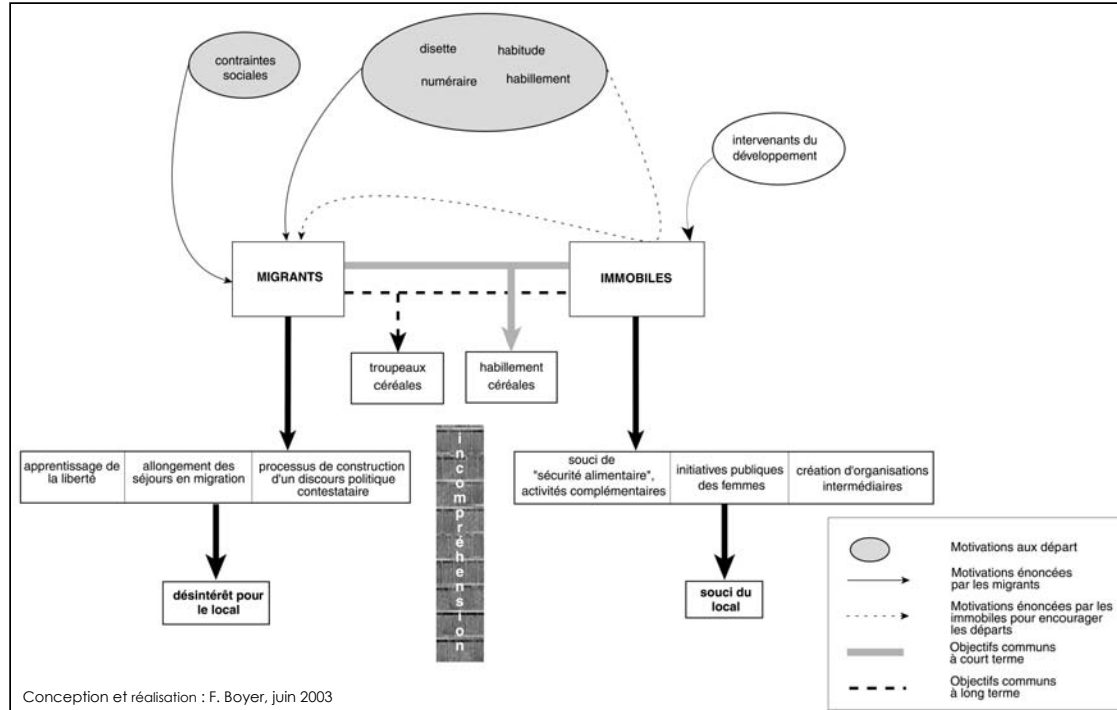
un premier temps au moins comme une contrainte, une absence de choix.

Relevant de la contrainte économique, la migration internationale relève aussi de la contrainte sociale. En effet, que soient dans les villages songhaï ou dans les campements touaregs, il est difficile pour un homme de se marier s'il n'a pas effectué au moins un voyage. Au fil des décennies, par la force de l'habitude, la migration a acquis un caractère initiatique informel, marquant le passage de l'enfance à l'âge adulte. Ce système de contraintes sociales et économiques n'est pas remis en cause, que ce soit par les migrants ou par les non-migrants. Si les motivations sont acceptées par tous, ce sont les réponses à ces contraintes qui posent problème. En effet, nous avons vu précédemment que les revenus de la migration avaient tendance à baisser alors que dans le même temps les séjours à l'extérieur duraient de plus en plus longtemps. Ainsi les non-migrants considèrent que les migrants ne répondent plus à la tâche qui leur est allouée. Alors pourquoi ces migrants semblent se désintéresser de plus en plus du niveau local, de leur village ?

Afin de répondre à cette question, nous nous appuyerons sur l'exemple des populations touarègues ; deux caractéristiques semblent jouer un rôle, d'une part le statut de captifs des migrants, d'autre part, leur jeunesse. En effet, étant donné leur position dans la hiérarchie sociale, position issue de leur statut comme de leur âge, les migrants n'ont que peu ou pas droit à la parole dans leur campement. Mis à l'écart par la politique même des projets de développement, comme nous l'avons signalé précédemment, ils sont aussi mis à l'écart par cette position sociale. Au fil des voyages s'affirme alors la conviction qu'il vaut mieux partir pour se réaliser ailleurs plutôt que de rester dans cette hiérarchie qui fait d'eux des exécutants et non des acteurs. La migration temporaire cesse lorsque le migrant a atteint un certain âge (environ 35 ans), a des enfants en âge de le remplacer, moment qui coïncide avec celui du respect, de la possible prise de parole au niveau du groupe.

La migration, et surtout le séjour en ville, apparaissent donc comme des moments d'affranchissement vis-à-vis du système d'autorité et de respect qui prévaut au campement ; espace de liberté d'autant plus fondamental que lorsqu'ils sont à Abidjan, les migrants mettent également fin à la hiérarchie de leur propre groupe : par exemple, les cadets n'obéissent plus aux aînés. Chaque migrant gère son pécule, l'entraide se réduisant au paiement en commun du loyer de la chambre louée. La ville intervient comme le lieu d'un processus d'individualisation, c'est-à-dire de remise en cause de la société

## Migration et développement : construction d'une incompréhension



segmentaire caractéristique du local : « il faut donc bien que la communauté primitive, ce segment cloisonné, cimenté par la parenté, ne valorisant que ses ancêtres, son sol, ses coutumes, son droit répressif, disparaisse pour que l'individualisation ait lieu, processus que l'on doit entendre à la fois comme socialement déterminé et subjectivement construit. Mais ce « il faut » est aussi à double sens : il indique d'abord une condition de possibilité logique (la communauté est un obstacle à l'individualisation) et ensuite une nécessité politique »<sup>7</sup>.

Envisagée comme le lieu d'un processus d'individualisation, la ville semble jouer un rôle fondamental dans la dynamique sociale élaborée par les migrants. Pourtant lorsque ceux-ci rentrent dans leur campement, ils rentrent a priori aussi dans la hiérarchie qui y prévaut. Comment parviennent-ils à concilier ce retour avec leur expérience migratoire, qui est aussi expérience de l'affranchissement ?

### **Le secret migratoire : forme de résistance**

Au campement, l'expérience migratoire ne se dit pas, ne se montre pas, y compris en cas de réussite ; ainsi il n'y a pas de marque de distinction au niveau de l'habitat, des vêtements... Les difficultés du voyage sont tout autant gommées que les succès éventuels ; même si le migrant a pu acquérir des animaux, ceux-ci sont dispersés et il est difficile d'établir la richesse de chacun<sup>8</sup>. Les migrants entretiennent donc le secret autour de leur expérience : s'ils en parlent ce n'est que pour évoquer les facilités de la vie en ville, les avantages que l'on y trouve, discours qui ne repose pas sur la réalité, mais qui a plutôt comme objectif d'augmenter leur prestige en particulier devant les femmes. La complicité existant à l'intérieur du groupe de migrant se construit autour de cette expérience de l'ailleurs et du partage du secret de cette expérience.

Ainsi pour ce qui est des migrants deux processus sont à l'œuvre au campement : d'une part, une exclusion de fait étant donné leur position dans la hiérarchie sociale, d'autre part une auto-exclusion (qui peut apparaître comme une réponse à la précédente) qui s'élabore autour du secret migratoire.

---

<sup>7</sup> VUARIN Robert, 1997, « Un siècle d'individu, de communauté et d'État. Une lecture sociologique : Durkheim, Dumont, Maffesoli, Elias », in Alain Marie (Dir.), *L'Afrique des individus*, Karthala, Paris, pp. 19-52.

<sup>8</sup> Il est d'autant plus difficile d'évaluer cette richesse en animaux que dans la société touarègue, parler du nombre d'animaux ou de leur localisation est un tabou.

Avec ces quelques remarques nous semblons loin de la problématique du développement ; en effet, contrairement à ce que l'on peut observer classiquement, il n'y a pas ici d'impulsion économique créée par la migration, au sens de réinvestissement de la part des migrants dans leur village d'origine. Si les migrants expliquent cette absence de réinvestissement par les contraintes de la hiérarchie sociale qui bloquent leurs éventuelles initiatives, il n'en reste pas moins que leur expérience migratoire peut constituer un des leviers quant à la remise en cause de cette hiérarchie.

Fort de l'expérience des organisations intermédiaires dont nous avons parlé précédemment, fort de leur expérience urbaine, les migrants s'instituent discrètement comme un des groupes novateurs politiquement. En effet, des comportements changent : les migrants refusent de participer à certains travaux collectifs relevant de l'autorité de leur père ou de la chefferie, ils critiquent, certes à mots couverts cette hiérarchie :

*« Le chef et les vieux, ils ne sont pas bons. Si on fait quelque chose ici ils vont nous prendre ce que l'on gagne. Si on a une idée, ils refusent ; en plus les projets ce n'est pas pour nous » (Campement d'Ingui, 2001).*

Autour de la mare de Yumban, la situation est quelque peu différente : éloignés géographiquement de la chefferie, les migrants également captifs investissent plus localement, en particulier dans les troupeaux. Cependant, ils prennent garde à ce que la nouvelle de leur richesse ne parvienne pas jusqu'à Bankilaré, en éloignant une partie de leurs troupeaux vers le Mali ; ainsi, ils échappent aux autorités administratives comme coutumières.

En fait si complicité il y a entre les migrants autour de la préservation du secret migratoire, cette complicité repose sur un processus d'individualisation. Alors que les femmes et certains captifs ont acquis une part de pouvoir par le biais des organisations intermédiaires, les migrants restent toujours en marge étant donné l'absence d'organisation collective. Il est alors difficile de mesurer l'impact politique réel de la migration : s'il existe bien sous la forme d'une certaine résistance passive, il est discret et très lent, entravé aussi par l'extrême pauvreté des populations.

\* \* \*

Ainsi la migration apparaît comme un levier d'éventuelles dynamiques sociales ; l'expérience migratoire, en tant qu'expérience d'un processus d'individualisation, sert de support à des « initiatives captives », au sens où celles-ci sont le fait des seuls captifs et au sens où elles sont encore entravées par la force de la hiérarchie sociale. Ces

initiatives sont relayées localement par les associations villageoises féminines et par les organisations intermédiaires où les captifs sont également parties prenantes. Aujourd'hui, nous ne pouvons que constater l'apparition dans l'espace public, voire dans la sphère politique de cette classe sociale, il serait hasardeux de faire des prédictions quant à son avenir, même si les élections communales qui devraient se tenir en 2003 ou en 2004 semblent ouvrir des perspectives nouvelles.

Si nous reprenons le couple migration / développement, ces « initiatives captives » peuvent s'envisager comme une forme de développement ou plutôt un processus de changement en termes sociaux et politiques. Ces initiatives ont au moins la particularité d'être impulsés par les acteurs sociaux eux-mêmes sans autre relais que leur propre expérience de l'ailleurs, de l'Autre.

Boyer Florence (2005)

Initiatives captives : développement local ou invisibilité migratoire ?

La migration de descendants de captifs touaregs de la zone de Bankilaré (Niger) vers Abidjan

In : Charef M. (dir.), Gonin P. (dir.) Emigrés - immigrés dans le développement local

Agadir : Sud-Contacts, 43-57